

BRÈVES ÉCONOMIQUES DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BEYROUTH

N° 045 – du 3 novembre au 10 novembre 2022

ZOOM SUR : LES PARADOXES DE LA CRISE ÉCONOMIQUE LIBANAISE.

Les indicateurs macroéconomiques montrent que le Liban connaît une crise d'une extrême gravité. Le PIB a été ramené de 52 Md\$ en 2019 à 22 Md\$ en 2021. Le taux de chômage aurait progressé de 11% en 2018 à 30% en 2021. Le déficit courant reste élevé (-12,8% du PIB en 2022) et le taux de change de marché s'est exponentiellement dégradé (40 000 LBP pour 1 USD en novembre 2022, contre 1507,5 avant crise). **Cette situation macroéconomique devrait théoriquement se traduire par un arrêt total de l'activité au Liban et une contraction très forte de la consommation**, d'autant que les services publics ne fonctionnent que partiellement et de manière très dégradée.

Pourtant, une approche plus microéconomique semble montrer que l'activité se poursuit. Le *Purchasing Managers' Index* (PMI) s'est établi à 49,9 en juillet 2022, soit son niveau le plus élevé depuis juin 2013. L'activité du port de Beyrouth a progressé de +6,4% en glissement annuel sur les 7 premiers mois de 2022 et le trafic de l'aéroport de Beyrouth de +55% en glissement annuel sur les 9 premiers mois de 2022. Les importations sur les 7 premiers mois de l'année s'élèvent à 11 Md\$; sur une telle base, le montant pour 2022 pourrait atteindre 19 Md\$, soit un niveau en valeur équivalent à la période d'avant crise.

Les pistes d'explication sont à ce stade des hypothèses, qui pourraient illustrer le phénomène d'adaptation de l'économie libanaise : (i) le **maintien des transferts en devise** (19,8% du PIB en 2020) qui entretient la consommation ; (ii) des **pics saisonniers d'activités de services** dans les secteurs protégés (tourisme, hôtellerie, restauration) ; (iii) le **développement du secteur informel** ; (iv) les réserves et **comportements de thésaurisation** des agents économiques.

Par ailleurs, l'arrêt du fonctionnement du système bancaire et la perte de crédibilité de la livre libanaise auraient dû paralyser l'économie libanaise. La continuité du système de paiements et d'approvisionnements du marché en liquidité a été permise par un **double effet de développement d'une économie en cash et une dollarisation progressive** des principaux secteurs d'activité. Aujourd'hui, la quantité de dollars en circulation se situerait dans une fourchette entre 10 et 15 Mds USD, soit entre 50% et 75% du PIB libanais (ce qui représente une dollarisation partielle *de facto*).

En l'absence de programme FMI, cette situation pourrait devenir structurelle mais elle place l'économie libanaise dans un équilibre précaire et sous-optimal : (i) l'État et les services publics continueraient de s'affaiblir ; (ii) la dépendance vis-à-vis de l'extérieur et les mécanismes de solidarité de la diaspora reposent sur une émigration de la population active la plus qualifiée ; (iii) l'investissement productif est découragé et l'investissement public en infrastructures est réduit à néant. **In fine, le Liban s'oriente vers un modèle économique de consommation de biens courants, en situation de sous-investissement et dont la dépense est permise principalement par des canaux d'approvisionnements externes (ou non officiels) en liquidité.**

SER de Beyrouth

LE CHIFFRE À RETENIR

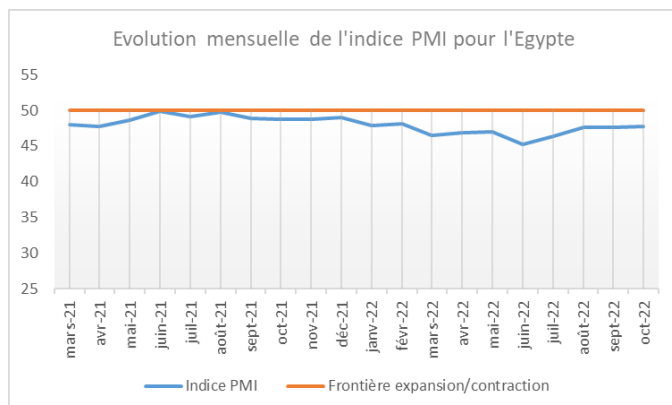
10 à 15 Mds \$

Quantité estimée de dollars en
circulation au Liban

ÉGYPTÉ

1. CONTRACTION DE L'ACTIVITÉ DU SECTEUR MANUFACTURIER « HORS HYDROCARBURES »

Le Purchasing Managers' Index (PMI), qui mesure les performances du secteur manufacturier (hors hydrocarbures), s'affiche à 47,7 pb en octobre, à un niveau presque identique à celui du mois de septembre et d'août (en hausse de 0,1 point). Le PMI s'inscrit ainsi durablement sous la barre des 50 pb séparant l'expansion de la contraction pour le 23^{ème} mois consécutif. Si la dernière progression de l'activité du secteur manufacturier remonte à novembre 2020, l'indice se maintient au niveau le plus élevé enregistré depuis février 2022. Les entreprises soulignent notamment la forte baisse de la demande en lien avec les pressions inflationnistes, entraînant une baisse de la production et des nouvelles commandes.



2. FITCH CONFIRME LA NOTATION SOUVERAINE À B+ DE L'ÉGYPTÉ MAIS RÉVISE LA PERSPECTIVE À LA BAISSE.

L'agence de notation Fitch Ratings a révisé la perspective de la dette égyptienne (IDR), la faisant passer de stable à négative, en raison de la détérioration de la position externe du pays. Néanmoins l'agence de notation a maintenu la note B+ de l'Égypte en raison d'une croissance économique robuste et d'un soutien international fort de la part des pays du Golfe et des partenaires multilatéraux, mais a indiqué qu'elle pourrait la dégrader dans les mois à venir si les difficultés de financement externe persistent ou si le gouvernement ne parvient pas à réduire le déficit et la dette publics.

3. DÉPÔT D'1 Md\$ DU QATAR À LA BANQUE CENTRALE D'ÉGYPTÉ.

Le Qatar, par le biais de son fonds souverain, a déposé de nouveaux fonds à hauteur d'1 Md USD auprès de la Banque centrale d'Égypte (BCE) dans le cadre d'un accord visant à acquérir des participations dans des entreprises locales. Selon [Bloomberg](#), la *Qatar Investment Authority* (QIA) a effectué ce dépôt pour aider l'Égypte à consolider ses finances en attendant la finalisation des audits préalables des actifs liés aux transactions. Sur les 33 Mds USD de réserve de la BCE, 29 Mds proviennent désormais des pays du Golfe (88%), dont 10,7 Mds USD pour les Émirats Arabes Unis, 10,3 Mds USD pour l'Arabie saoudite, 4 Mds USD pour le Qatar et 4 Mds USD pour le Koweït. La dette externe de court terme (maturité inférieure à un an) représente par ailleurs 114% des réserves de la BCE.

4. LA DEUTSCHE BAHN ET ELSEWEDY REMPONENT L'EXPLOITATION DE LA 1^{ÈRE} LIGNE À GRANDE VITESSE.

Ce contrat d'un montant d'1 Md USD, qui fait suite au protocole d'accord initial signé avec la *National Authority for Tunnels* (NAT), a été signé en présence du Premier Ministre Moustafa Madbouli, du Ministre des transports Kamel el-Wazir et de l'Ambassadeur d'Allemagne en Égypte, Frank Hartmann en marge de la COP27 qui se tient actuellement à Charm el Cheikh. Le consortium germano-égyptien assurera l'exploitation de la première ligne à grande vitesse du pays qui reliera Ain Sokhna à Marsa Matrouh (660 km), pour une durée initiale de 15 ans avec une option de prolongation de 15 années supplémentaires. Pour mémoire, l'allemand Siemens Mobility développera la ligne à grande vitesse aux côtés des égyptiens Orascom Construction et Arab Contractors.

IRAK

1. IMPORTATION DE BLÉ.

L'Irak a acheté les 8 et 9 novembre 200 000 tonnes de blé en provenance de plusieurs pays (Etats-Unis, Canada, Australie et Lituanie notamment). À noter que la production irakienne de blé a nettement reculé aux cours des deux dernières années : 2,2 M de tonnes récoltées depuis le début de la saison 2022/23, après 4,5 M de tonnes sur la saison 2021/22 et 6,2 M de tonnes en 2020/21. Cette baisse est en



partie attribuable aux épisodes de sécheresse et de pénurie d'eau. Avec une consommation domestique annuelle estimée à 7 M de tonnes, les besoins d'importation de blé atteindront un volume record cette année, dans un contexte de tensions sur les chaînes d'approvisionnement.

2. REQUÊTE BUDGÉTAIRE POUR L'AGRANDISSEMENT DU PORT D'AL-FAW.

Le Directeur général des ports d'Irak, qui dépend du ministère des Transports, a annoncé avoir demandé l'inscription budgétaire de l'achèvement du projet *Al-Faw Grand Port*. Cette requête doit désormais être validée par les ministères du Plan et des Finances. L'Irak ambitionne de faire du port d'Al-Fao l'un des plus grands ports du Moyen-Orient, avec 100 postes d'amarrage (contre 67 pour le port Jebel Ali de Dubaï). Le projet, évalué à 7 Mds USD, est porté par Daewoo E&C (Corée du Sud) et devrait être achevé en 2038. Comportant également un projet de ligne ferroviaire reliant Al-Faw avec la Turquie, il ferait de ce port, situé à 100 km au sud-est de Bassorah, une plateforme commerciale cruciale, notamment pour les hydrocarbures.

3. EXPORTATIONS DE PÉTROLE.

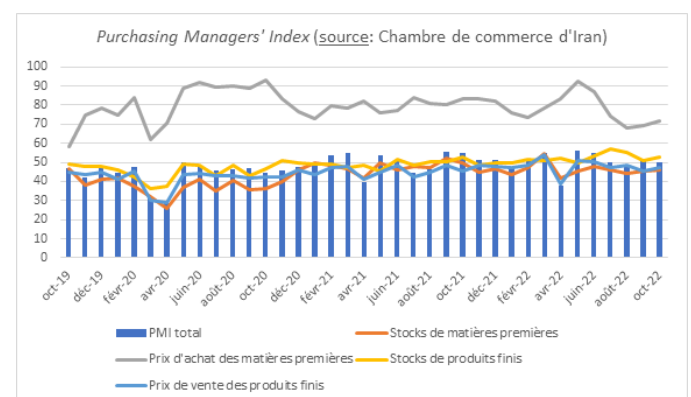
La valeur des exportations de pétrole brut de l'Irak fédéral (hors Kurdistan) a atteint 9,3 Mds USD en octobre avec en moyenne 3,4 Mb/j exportés à 88,3 USD le baril. En cumulé, sur les dix premiers mois de l'année, la valeur des exportations de pétrole a ainsi atteint 99,6 Mds USD, contre 60,6 Mds USD sur la même période en 2021 (+64,4% en glissement annuel), grâce à un prix moyen du baril exporté de 99 USD contre 67 USD un an plus tôt. Leur volume est passé de 3 Mb/j sur janvier-octobre 2021 à 3,3 Mb/j sur les dix premiers mois de l'année 2022 (+10%). La nette hausse des recettes pétrolières en 2022, soutenues par l'augmentation du prix du baril, permettra ainsi au pays d'afficher une forte amélioration de ses excédents budgétaires et externes cette année.

IRAN

1. LE PMI À L'ÉQUILIBRE EN OCTOBRE.

D'après la Chambre de commerce, d'industrie, des mines et d'agriculture d'Iran (ICCIMA), le *Purchasing Managers' Index* se maintiendrait juste à l'équilibre

au mois d'octobre, en baisse de 1,89 points sur un mois à 50,19 points. **L'activité pâtirait de la forte baisse des nouvelles commandes (-6,05 points en glissement mensuel et -8,34 points en glissement annuel) et de l'effondrement des ventes (-10,27 points en glissement mensuel et -11,97 points en glissement annuel), particulièrement dans l'e-commerce et les transports, durement touchés par les mesures de censure numérique imposées depuis un mois et demi.** Outre la baisse de la consommation des ménages, le repli des stocks de matières premières et fournitures pour le septième mois consécutif s'explique par la dépréciation de la parité sur les différents marchés, qui conduit les directeurs d'achat à repousser le renouvellement des stocks. Dans l'industrie, les problèmes signalés sont à la fois structurels (instabilité des changes, trésorerie insuffisante, prix des intrants, dédouanement) et conjoncturels (les coupures récurrentes d'internet ont perturbé la distribution dans l'industrie chimique).



2. HAUSSE DE LA PRODUCTION DE VÉHICULES.

Selon son Directeur Général adjoint, le rythme de production de véhicules par Iran Khodro (IKCO), le numéro un du secteur, avoisine désormais 14.000 unités par semaine, contre 10.500 au début de l'année fiscale en cours, pour un total de 364.000 véhicules sur les 7 derniers mois. Cette montée en puissance s'accompagnerait d'une hausse de 11,5% de la qualité des véhicules, si l'on en croit l'index d'Iran *Standard & Quality Inspection Company*. Ces données sont en ligne avec celles de la production nationale, qui aurait atteint 545.000 véhicules au cours des 7 derniers mois et paraît en mesure de dépasser l'objectif du million d'unités pour l'année fiscale en cours. 85% de cette production seraient assurés par les deux constructeurs nationaux IKCO et SAIPA, le reliquat étant imputé à ce que le



gouvernement iranien désigne comme le secteur privé. Depuis le mois d'avril, 239.000 motos seraient également sorties des chaînes de production iraniennes, pour un objectif annuel de 500.000 unités.

3. HAUSSE DES EXPORTATIONS DE VÉHICULES.

Selon les états financiers 2021/2022 des trois principaux constructeurs automobiles (IKCO, SAIPA et Pars Khodro), la production d'automobiles aurait été ramenée de 902 873 à 865 122 unités sur la période (-4,1% en glissement annuel) et les ventes internes auraient progressé de 853 912 à 877 791 unités (+2,8% en glissement annuel). Au cours de cette période, les trois sociétés auraient enregistré une perte totale de 92 746 Mds IRR (806 M \$, -31,3% en glissement annuel) dont 60,0% pour la société IKCO (55 984 Mds IRR), 36,9% pour la société SAIPA (34 745 Mds IRR) et 3,1% pour la société Pars khodro (2 016 Mds IRR). Les exportations seraient passées de 3 147 à 5 701 unités (+81,2% en glissement annuel).

ISRAËL

1. ÉVOLUTIONS DANS LA DISTRIBUTION.

Electra Consumer Products a signé un accord de franchise avec la chaîne 7-Eleven pour exploiter la marque en Israël. Le premier 7-Eleven devrait ouvrir à Tel Aviv le 15 décembre. D'ici 2025, 200 magasins ouvriront et ce nombre devrait être porté progressivement à 400. Electra Consumer Products est par ailleurs le partenaire de franchise de Carrefour qui déploie progressivement sa marque et son enseigne dans 150 points de vente en Israël. Enfin, Shufersal, leader israélien de la distribution, devrait voir entrer à son capital un actionnaire nouveau, le milliardaire Aaron Frenkel.

2. LE RÉSULTATS DES ÉLECTIONS NE DEVRAIT PAS MODIFIER LA TENDANCE ÉCONOMIQUE.

Si la croissance économique ralentit, elle devrait toutefois s'établir aux environs de 6% en 2022 et 3% sur 2023 et le marché de l'emploi demeure très porteur (chômage entre 3 et 3,5%). De la même manière, le ralentissement des investissements étrangers est sensible puisque les IDE sont de 14 Md\$ sur 10 mois contre 25 Md\$ sur toute l'année 2021 mais cette évolution n'est pas de nature à renverser une tendance à l'optimisme. Toutefois, le taux de

base est déjà de 2,75% après 5 hausses successives et la Banque d'Israël base ses prévisions sur un taux de 3,5%.

3. LE TRANSPORT DEVRA RESTER TERRESTRE.

La population d'Israël devrait doubler en 20 ans ce qui aura des conséquences majeures en termes économiques. Une étude universitaire met en évidence la nécessité d'investir 2% du PIB par an jusqu'en 2040 pour sortir de la « crise des transports ». Au cours des deux décennies précédentes, l'effort d'investissement correspondant était de 1,1 point de PIB et, ce qui est planifié à ce stade, ne représente que 1,4 point de PIB sur les 20 prochaines années. Selon les auteurs, il faudrait faire passer la part du transport public de 10-20% actuellement à 40% et ainsi raccourcir le temps de transport moyen de 30% au niveau national. De tels investissements, notamment dans les zones urbaines les plus denses, auraient pour effet de faire progresser la productivité ; la contribution de chaque travailleur à la formation du PIB serait augmentée de 5,4%. Toutefois, les nécessités d'une coordination avec d'autres réseaux d'infrastructures (assainissement et énergie notamment) et l'ampleur des investissements (plus de 250 Mds EUR sur 18 ans) font planer un doute sur la capacité administrative d'Israël à gérer de si grands projets.

4. 1^{ER} PPP POUR LE TRAITEMENT DES ORDURES.

En Israël ce sont 5.8 millions de tonnes de déchets ménagers qui sont collectés chaque année. 80% sont enfouis. Pour sortir de cette situation, l'État tente d'améliorer le tri sélectif, très parcellaire à ce stade, et vient de publier un projet de règlement rendant obligatoire le traitement des déchets organiques. Par ailleurs, le premier projet de partenariat public privé dans le traitement des ordures à des fins de production d'énergie vient d'être approuvé et se portera sur le sud de l'agglomération de Bee'r Sheva, aux confins du désert.

JORDANIE

1. HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊTS DE 0,75%

La Banque Centrale de Jordanie (CBJ) a de nouveau relevé les taux d'intérêt de 0,75 % sur différents instruments de politique monétaire. Compte-tenu de l'arrimage du dinar jordanien au dollar américain, la CBJ continue de suivre la politique monétaire de la

FED. La décision est effective depuis le dimanche 6 novembre et s'inscrit dans le cadre de l'objectif de la CBJ de maintenir la stabilité monétaire et financière en Jordanie, et de contenir les pressions inflationnistes externes. La CBJ a toutefois décidé de maintenir les taux d'intérêt de ses deux programmes de soutien au secteur privé destinés aux secteurs vitaux de l'économie réelle et aux PME.

2. RENOUELEMENT TRIPARTITE DU MOU « EAU CONTRE ÉLECTRICITÉ »

En marge de la COP 27, la Jordanie, Israël et les Émirats Arabes Unis (EAU) ont renouvelé leur Memorandum of Understanding (MoU) « eau contre électricité » signé un an auparavant. Pour rappel, ce protocole d'entente prévoit que la Jordanie exporte 600 MW d'énergie solaire vers Israël via de nouvelles infrastructures financées par les EAU. La Jordanie recevrait en retour 200 M M³ d'eau dessalée de la part d'Israël. L'entreprise émirienne Masdar vient de lancer l'appel d'offres pour la construction des installations solaires qui alimenteront Israël

3. HAUSSE DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES.

Selon le rapport mensuel du Department of Land and Survey (DLS), les transactions immobilières ont observé une hausse de 23 % sur la période de janvier à octobre 2022, pour atteindre 4,9 Mds JOD (6,9 Mds USD). Les recettes fiscales relatives au marché immobilier se sont élevées à 244 M JOD (344 M USD), une augmentation de 37 % par rapport à la même période de 2021.

LIBAN

1. L'INFLATION ATTEINT +162% EN SEPTEMBRE.

D'après l'Administration centrale de la statistique (ACS), le taux d'inflation a atteint +162% au mois de septembre 2022 en glissement annuel et enregistré une augmentation de +8,4% par rapport à août 2022. En glissement annuel, les frais relatifs aux secteurs de l'eau, l'électricité, le gaz et les autres combustibles ont été multipliés par 4,4 suivis par le secteur des transports (+3,6 fois), la santé (+3,8 fois), l'alimentation et les boissons non alcoolisées (+3 fois). Le coût de l'éducation a par ailleurs augmenté de +36,5% et les frais de communications ont été multiplié par 3,3.

2. LES RÉSERVES EXTÉRIEURES DE LA BANQUE CENTRALE EN LÉGÈRE HAUSSE.

D'après le bilan intérimaire que la Banque du Liban publie tous les quinze jours, le montant de ses avoirs bruts en devises a progressé de 10 Mds\$ le 15 octobre 2022 à 10,25 Mds\$ fin octobre 2022, soit une hausse de 239 M\$ en deux semaines. Sur un an, les réserves ont diminué de 3,4 Md\$, soit une baisse de -25%.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE DE BEYROUTH
RÉDACTEURS : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

POUR S'ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH